



Retraites : le gouvernement s'obstine...

NOUS AUSSI !!!

Mardi 17 décembre, 13h30 place Henri Vaillant

Le projet dévoilé mercredi 11 décembre est unanimement rejeté par l'ensemble des organisations syndicales.

Seul le MEDEF se réjouit en saluant un projet "équilibré" cherchez l'erreur !

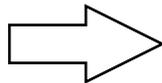
Ce qui ressort du discours du Premier ministre :

- **des mesures définitives et régressives** : recul de l'âge de la retraite dès 2022, mise en place du système par points.
- **des promesses évasives sans garanties** : sur la pénibilité, sur la revalorisation des salaires dans la fonction publique pour "contrebalancer" la perte du calcul des pensions sur les 6 derniers mois, la question de la valeur du point...

C'est l'insécurité universelle généralisée !

Le gouvernement cherche à diviser pour affaiblir le mouvement : il épargne les salarié-es né-es avant 1975.

Mais en même temps **il fait la démonstration que le système actuel est viable** puisqu'il va continuer à s'appliquer pendant plusieurs décennies et ne serait définitivement abandonné qu'en 2066 !!!



Objectif inavoué

Casser le système par répartition basé sur la solidarité intergénérationnelle et les principes érigés par le CNR qui voulaient que "**chacun-e cotise en fonction de ses moyens et reçoive en fonction de ses besoins**".

La solidarité sera rompue lorsque les salarié-es qui émargent à plus de 120 000 € par an ne seront plus soumis au même régime mais verseront uniquement une cotisation dite de "solidarité" 10 fois moins importante que celle que payeront l'ensemble des salarié-es !

Le premier ministre confirme la volonté gouvernementale d'augmenter la durée de cotisation par l'instauration d'un âge pivot avec un système de bonus-malus : on passe sous silence le fait que si l'espérance de vie a augmenté au cours de la dernière décennie elle décroît, quant à l'espérance de vie en bonne santé elle se situe autour de 62 ans pour les hommes et 64 pour les femmes avec des variations importantes selon les professions.

Les riches moins mis à contribution profiteront plus longtemps de leur retraite !

Le 1er ministre évoque une règle d'or qui garantirait la valeur du point mais il est resté silencieux sur la volonté gouvernementale de limiter à 14% du PIB le coût des pensions quelque soit l'évolution démographique. Quid de la valeur du point dans ce contexte ?

Les promesses n'engagent que ceux qui les croient !

Pour compenser la baisse inéluctable des pensions, les plus riches pourront capitaliser, mais pas les pauvres !

**Le gouvernement entend la colère qui monte,
il veut nous diviser, nous restons soudé-es !**



**RETRAITE PAR POINTS
RETRAITE EN MOINS**

RÉSISTONS TOUS ENSEMBLE

Le vrai problème des retraites, que l'on parle de régime par répartition ou de régime par points c'est la question des recettes, et dans le discours du premier ministre, il n'en est pas question...

Si le MEDEF est satisfait des annonces gouvernementales c'est que seul-es les salarié-es devront financer le système.

L'intersyndicale rappelle que d'autres solutions existent :

- l'égalité des salaires H/F apporterait à elle seule plusieurs milliards de cotisations,
- en finir avec les exonérations de cotisations qui ont fragilisé les caisses de retraites et la sécurité sociale.

....

D'après le 1er ministre, les précaires, les femmes, les personnes aux carrières interrompues ont tout à gagner avec cette réforme ? **Alors chiche, qu'ils sortent leur calculateur, nous voulons pouvoir comparer et connaître la pension d'un-e salarié-e précaire, d'un-e chômeur-e dans les deux systèmes !**

En garantissant un minimum de 1000€ de retraite pour tout-e salarié-e payé-e au SMIC **sur une carrière complète**, le gouvernement entérine son projet libéral d'un monde où la précarité devient la norme.

- Rappelons que le seuil de pauvreté est aujourd'hui de 1041 euros

- - Rappelons que l'engagement du minimum de 85% du SMIC net a été pris dans la loi Fillon de 2003. Il n'a jamais été respecté !

Pas besoin de changer de système il suffirait d'appliquer la loi votée !

Quel-le salarié-e au SMIC pourra prétendre à une carrière complète, sans période de chômage ? Sans période de temps partiel contraint ?

Les salarié-es les plus âgé-es, engagé-es dans le rapport de force, ne veulent pas sauver leurs retraites en sacrifiant celles des générations futures !

Dans la rue aujourd'hui, demain, après-demain on continue jusqu'au retrait de ce projet de réforme !

**Mardi 17 décembre, 13h30 place Henri Vaillant
(marché de Pontlieue)**